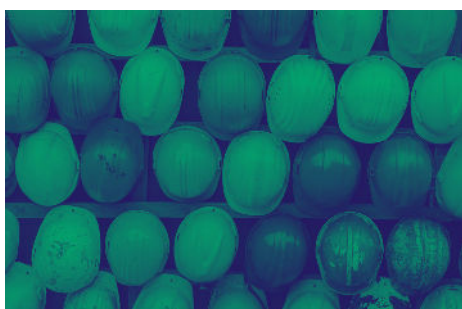


NOTE DE CONJONCTURE N°20

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS



- 1 Bâtiment
- 2 Industrie des matériaux
- 3 Emploi
- 4 Dynamique entreprises
- 5 Commande publique

Les chiffres clés

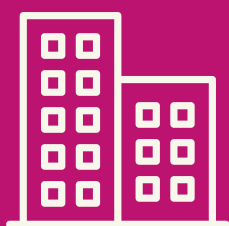
Les chiffres clés de juin 2026

23



Défaillances aux cours
du T1 2026 (+22.5%)
sur un cumul d'un an

725



créations d'entreprises du
BTP au cours du T1 2026 sur
un cumul d'un an (+12%)

6618



postes salariés dans le
BTP sur un cumul d'un
an

339

appels d'offres
publiés sur un
cumul d'un an à la
fin mai 2026
(-2.6%)



2300

logements autorisés à la
construction sur un cumul
d'un an (+5.2%)

147kt

de vente totale de ciment soit une
contraction de 10.1% sur un cumul
annuel à fin mai 2026





Bâtiment

Logement

Les logements mis en chantier : un retournement confirmé

En avril 2026, l'indicateur passe d'une contraction de -4,1% à une progression de **+4,1%** en cumul 12 mois. La décomposition par segment est cependant contrastée :

- Les **logements individuels purs** continuent de reculer (**-27,8 %**), confirmant la fragilité de la demande des ménages.
- À l'inverse, les **logements individuels groupés** restent dynamiques (**+17,8 %**).
- Le **collectif** affiche la plus forte progression, passant de -0,3 % en janvier 2026 à **+38,8 %** en avril 2026, et constitue le principal moteur de la reprise.

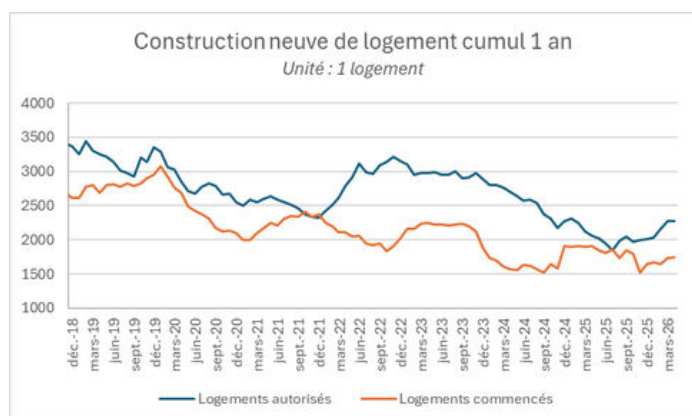
Les logements autorisés :

En avril 2026, la tendance repasse dans le positif à **+5,2%**, avec **2 300 logements autorisés**. Ce retournement est significatif car les autorisations sont un indicateur avancé des mises en chantier à venir, leur redressement augure d'une possible reprise sur les 12 à 18 prochains mois.

Là encore la décomposition est instructive :

- Les **individuels purs** progressent de **+10,3%**, la demande privée reprenant timidement.
- Les **individuels groupés** se dégradent à **-24,2%**, restant le segment le plus fragilisé.
- Le **collectif** s'envole à **+41,5%**.

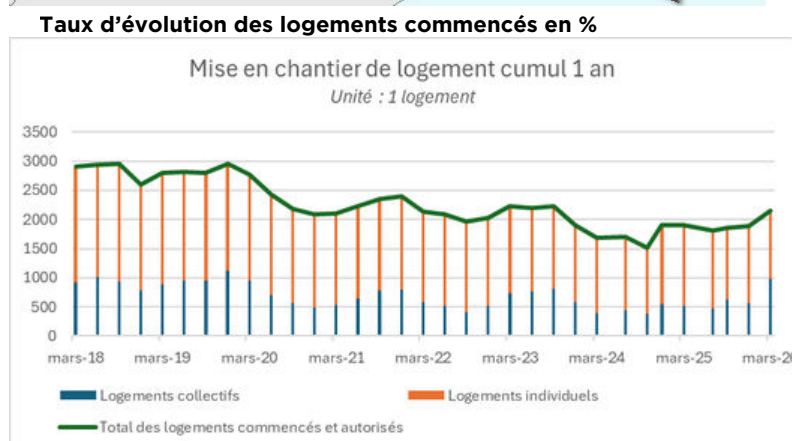
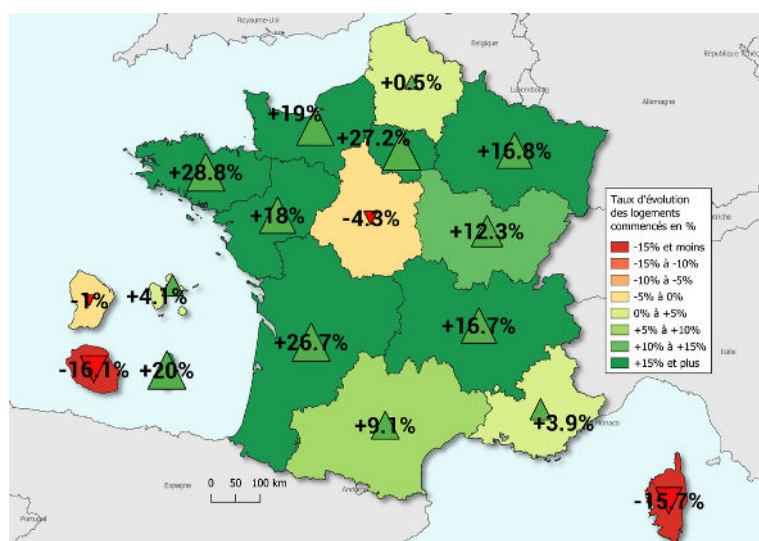
	Cumul 12 mois à fin avril 2026 Evol 1 an		
Total logements mis en chantier	1700 lgts	+4.1%	▲
Dont individuels purs	500 lgts	-27.8%	▼
Dont individuels groupés	500 lgts	+17.8%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	700 lgts	+38.8%	▲
Total logements autorisés	2300 lgts	+5.2%	▲
Dont individuels purs	1 200 lgts	+10.3%	▲
Dont individuels groupés	500 lgts	-24.2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	600 lgts	+41.5%	▲



Sources : SDES - SIT@DEL

Nota Bene :

A la demande du fournisseur de données, les arrondies sont effectués à la centaine





Bâtiment

Locaux

Les locaux commencés : une croissance qui se confirme

La dynamique positive déjà perceptible en janvier 2026 (+20,1%) s'amplifie en avril 2026, avec une **progression de +69,7% du total des locaux commencés**, passant de 31 à 55 millions de m². C'est un signal de reprise de l'activité réelle sur les **chantiers non résidentiels**, et le retournement de cycle le plus marqué de tous les indicateurs analysés dans cette comparaison.

La décomposition par segment révèle cependant des dynamiques très contrastées :

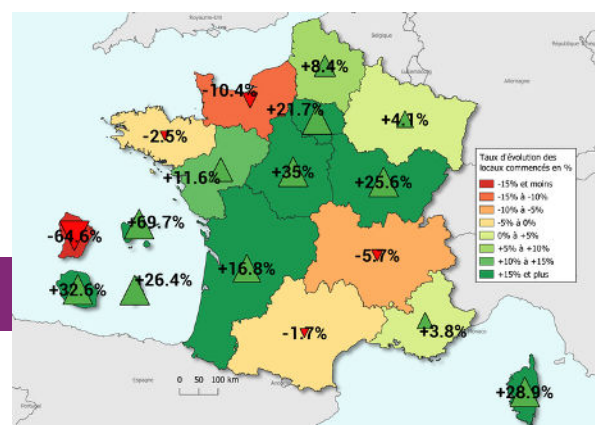
Le **secteur public** reste un moteur, progressant de **+60,3%** en janvier à **+49,4% en avril 2026**, légèrement en retrait mais toujours très vigoureux, confirmant une reprise déjà observée sur le logement collectif. Les bureaux s'envolent de **-17,6% à +71,1%**, un retournement considérable qui suggère une relance de projets immobiliers tertiaires suspendus. **Les locaux industriels s'effondrent en revanche de -93,4% à -71,2%**.

Cette indicateur induit une forte tension bien que la contraction s'atténue légèrement. **Les entrepôts basculent de +23,3% à -1,9%**, perdant toute leur dynamique positive en l'espace d'un trimestre. **Les bâtiments agricoles continuent leur chute libre**, passant de **-93,4% à -59,7%** avec une atténuation de la baisse notable mais un segment demeurant en difficulté.

Les locaux autorisés : un retournement préoccupant

C'est le signal d'alerte majeur de cette comparaison. En janvier 2026, les autorisations affichaient un quasi-équilibre (-0,2%), perçu comme une stabilisation après la hausse de **+10,9%** observée fin octobre 2025. En avril 2026, elles **basculent nettement en territoire négatif à -10,0%**, avec **114 millions de m² autorisés** contre **124 millions de m²** en janvier 2026. Ce décrochage en seulement un trimestre est d'autant plus préoccupant qu'il touche **la quasi-totalité des segments** :

- Le **secteur privé non agricole** passe de -15,0%, avec des entrepôts qui s'enfoncent à **-57,9%** et des locaux industriels à **-40,7%**.
- Le **secteur public bascule de +37,7% à -30,4%**, un retournement brutal qui interroge sur la soutenabilité du réengagement public observé en début d'année.
- Seuls les **commerces (+29,3%)** et les **bureaux (+12,2%)** résistent positivement côté autorisations.



Taux d'évolution des locaux commencés en %

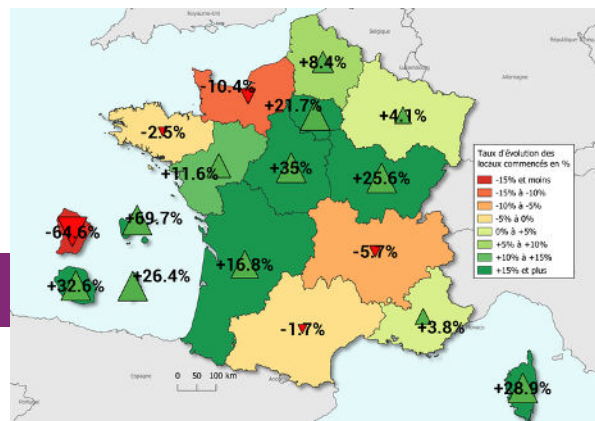
Cumul 12 mois à fin avril 2026 Evol 1 an			
Total locaux commencés	55 mill. m²	+69.7%	▲
Bâtiments agricoles	1 mill. m²	-59.7%	▼
Secteur privé non agricole	40 mill. m²	n.s.	
Dont locaux industriels	1 mill. m²	-71.2%	▼
Dont commerces	21 mill. m²	n.s.	
Dont bureaux	11 mill. m²	+71.1%	▲
Dont entrepôts	7 mill. m²	-1.9%	▼
Secteur public	14 mill. m²	+49.4%	▲
Total des locaux autorisés	114 mill. m²	-10.0%	▼
Bâtiments agricoles	7 mill. m²	n.s.	
Secteur privé non agricole	81 mill. m²	n.s.	
Dont locaux industriels	7 mill. m²	-40.7%	▼
Dont commerces	43 mill. m²	+29.3%	▲
Dont bureaux	21 mill. m²	+12.2%	▲
Dont entrepôts	10 mill. m²	-57.9%	▼
Secteur public	25 mill. m²	-30.4%	▼

Sources : SDES - SIT@DEL



Bâtiment

Locaux

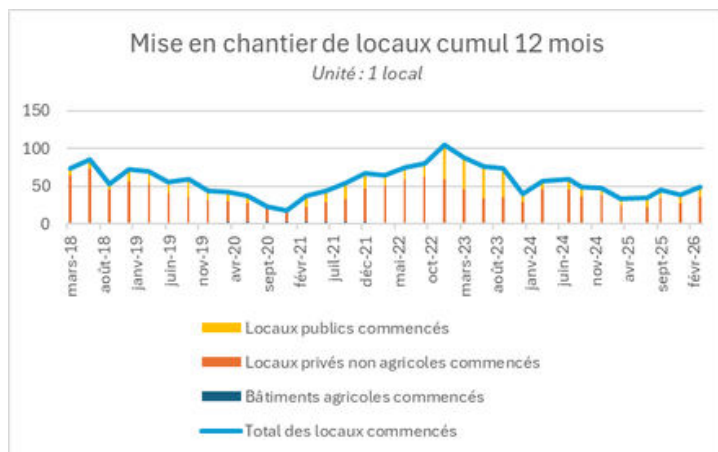
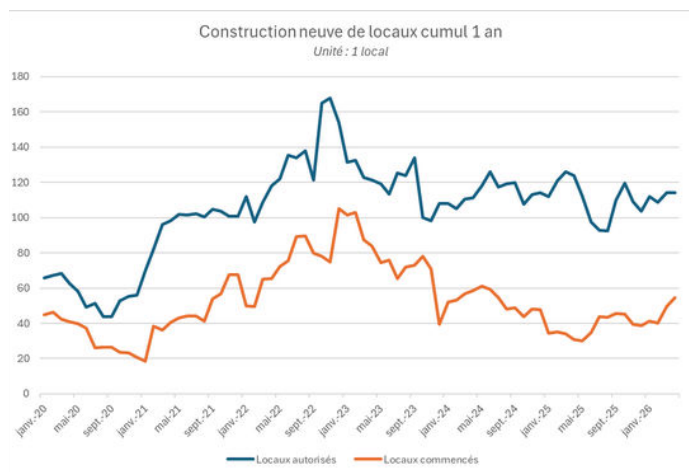


La divergence commencés/autorisés : le signal structurel à surveiller

Les trimestres précédents faisaient déjà apparaître un écart entre les mises en chantier et les autorisations de construire. Les données de la note n°20 confirment cette évolution : les surfaces de **locaux non résidentiels commencés progressent de 69,7 %**, tandis que **les autorisations reculent de 10,0 %**.

Cette divergence s'explique par le décalage entre les deux indicateurs : les mises en chantier reflètent des autorisations délivrées antérieurement, alors que les autorisations constituent un indicateur avancé de l'activité. Leur baisse traduit donc un ralentissement du renouvellement des projets.

La progression des chantiers est principalement portée **par les bureaux et les bâtiments publics**. En parallèle, **les autorisations diminuent de 30,4 % pour les bâtiments publics** et de **57,9 % pour les entrepôts**, indiquant une évolution moins favorable du volume de projets à venir si cette tendance se poursuit.



Sources : SDES - SIT@DEL



Industrie des matériaux

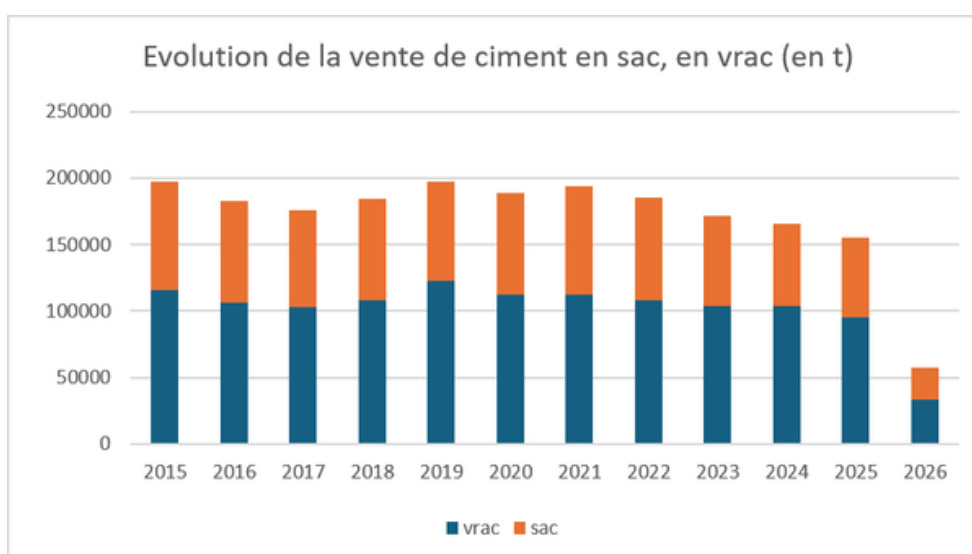
Matériaux

Les ventes de ciment, indicateur clé de l'activité du BTP, affichent toujours **des signes de contraction de -10.1% sur un cumul d'un an à fin mai 2026**.

Cette dynamique est notamment marqué par la vente des ciments en vrac, la vente des ciments en sac ayant un niveau stationnaire.

	Cumul 12 mois à fin mai 2026			Cumul 3 mois à fin mai 2026		
Total ventes de ciment (en kilotonnes)	147 kt	-10.1%	▼	36 kt	+9.6%	▲
Dont vente de ciment en vrac	87 kt	-15.5%	▼	15 kt	+5.4%	▲
Dont vente de ciment en sac	60 kt	-0.62%	=	21 kt	+12.7%	▲

Source : Ciment Antillais



Source : Ciment Antillais



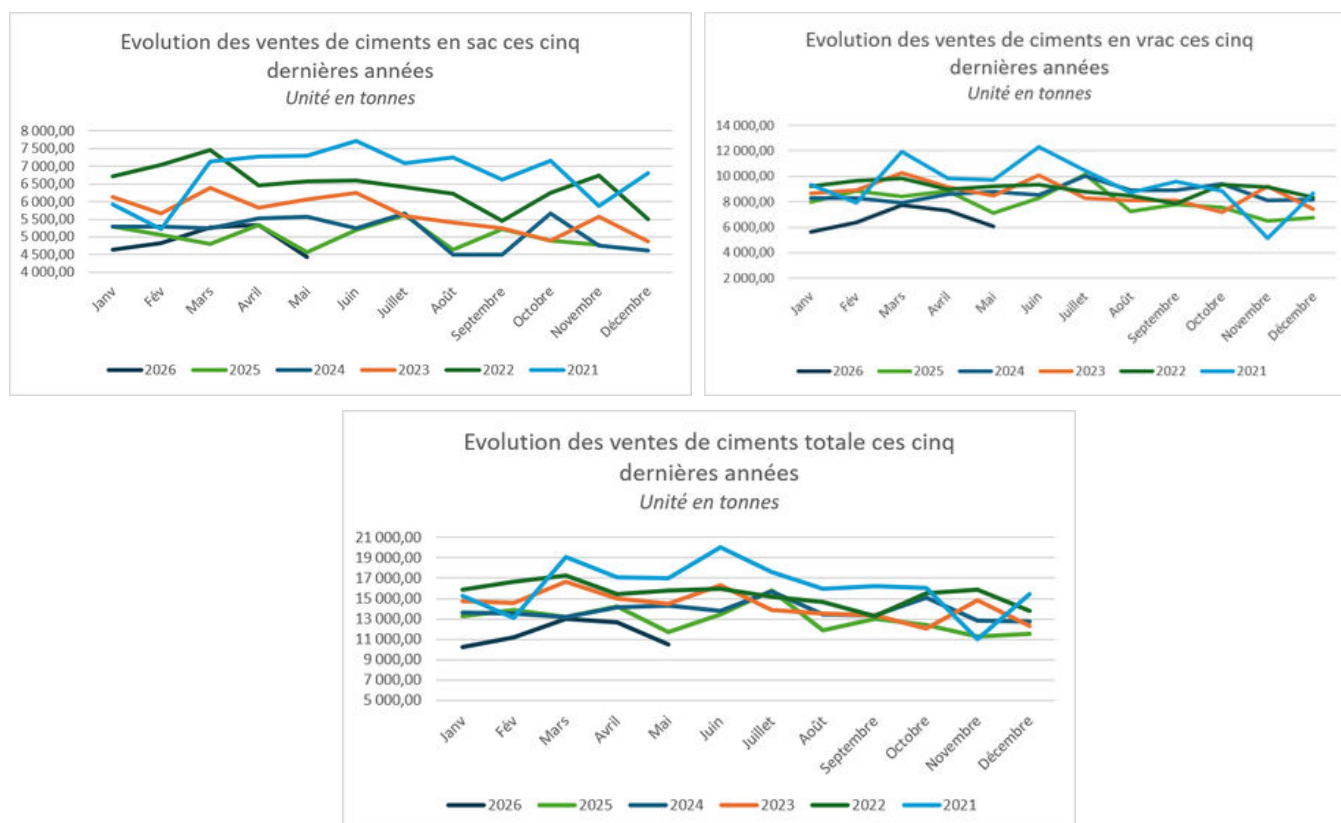
Industrie des matériaux

Matériaux

Le principal enseignement du mois de juin 2026 réside dans **le décalage observé entre des indicateurs d'activité globalement bien orientés et la forte contraction des ventes de ciment en vrac**. Alors que les mises en chantier de logements collectifs progressent et que les surfaces de locaux non résidentiels connaissent un rebond, **les ventes de vrac reculent fortement (-15,5 %)**.

Cette divergence ne relève pas d'un effet statistique ponctuel mais traduit une évolution de la nature des opérations actuellement réalisées. **Une part importante de l'activité repose sur des projets de réhabilitation ou de rénovation de bureaux et d'équipements publics, qui mobilisent davantage de matériaux secs et d'acier que de béton structurel**. Or, le ciment en vrac demeure un indicateur étroitement lié aux opérations de construction neuve nécessitant d'importants travaux de gros œuvre. C'est précisément ce segment qui continue d'afficher des signes de faiblesse.

À moyen terme, les perspectives apparaissent plus nuancées. **Les autorisations de construire des locaux non résidentiels enregistrent un recul de 10 %**, sous l'effet notamment d'une forte diminution des projets portés par le secteur public, jusqu'alors principal moteur de l'activité. Cette évolution laisse entrevoir un risque d'essoufflement de la commande publique : les chantiers actuellement en cours soutiennent encore l'activité, mais l'absence de renouvellement suffisant du portefeuille de projets pourrait se traduire, à l'horizon de 12 à 18 mois, par un ralentissement plus marqué de l'activité dans le secteur de la construction.



Source : Ciment Antillais



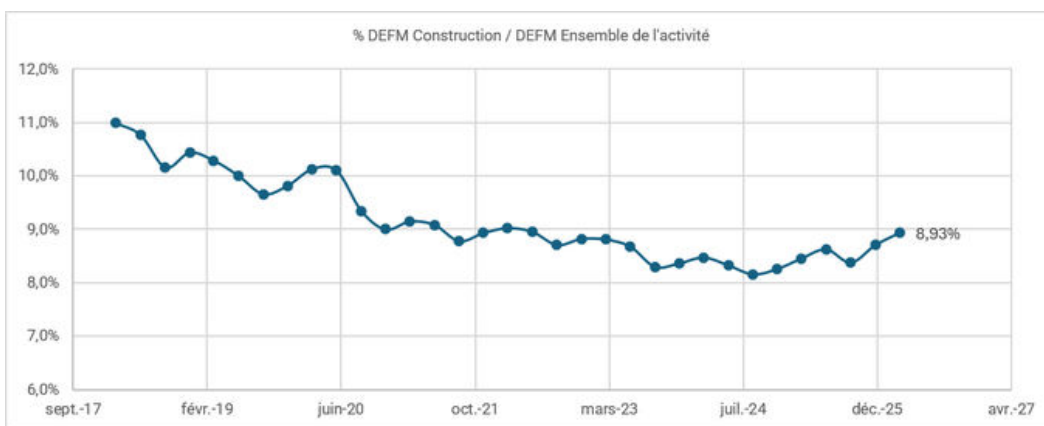
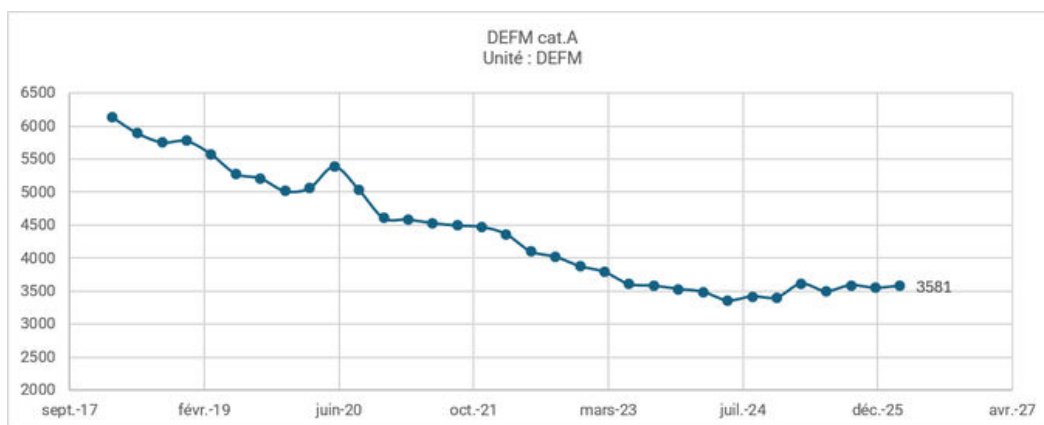
Emploi

Demandeurs d'emploi

Au 1er trimestre 2026, le secteur de la Construction en Guadeloupe comptabilise **3 581 demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A)**, soit un recul de **+0,8 %** sur un an. Ce résultat confirme la tendance stationnaire déjà observé en 2025.

1er trimestre 2026 - Evol 1 an			
DEFM* Construction (catégorie A*)	3 581 DEFM	-0.8%	=
DEFM tous secteurs économiques	40 080 DEFM	-6.1%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	9%	0.0 pt	=

* DEFM : Demandes d'emplois en fin de mois



*DEFM catégorie A : personne sans emploi, devant accomplir des actes positifs de recherches d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier).

Source : DARES



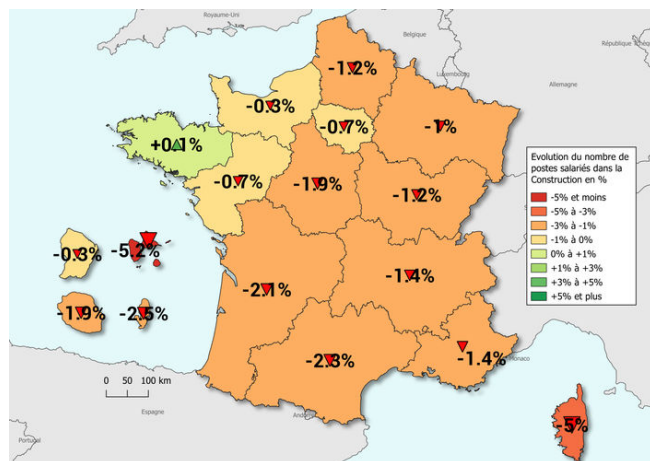
Emploi

Les salariés

Le repli du nombre de postes salariés se poursuit pour le 4ème trimestre 2025 avec **une contraction du nombre de postes salariés de 5,2%**.

Emploi salarié dans la construction (emploi privé)			
4ème trimestre 2025 - Evol 1 an			
Nombre de postes salariés	6618 sal.	-5.2%	▼

Source : DARES



Taux d'évolution du nombre de poste salariés en %

Emploi intérimaire

A fin mars 2026, **une diminution des intérimaires du BTP de 32.4%** est à signaler. Toutefois, cette tendance est particulièrement marquée sur ce dernier trimestre avec un **nombre moyen d'intérimaire au cours des trois derniers mois qui diminue** considérablement de **29.7%**.

Emploi intérimaire Construction (en ETP - brut)	Fin mars 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires BTP en mars 2026	644 ETP	-32.4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin mars 2026	635 ETP	-29.7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026	814 ETP	-4.4%	▼

Sources : Dares (données brutes - ETP)



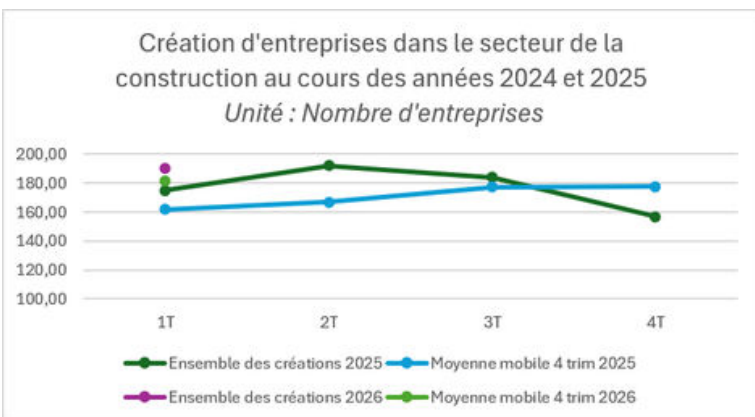
Dynamique entreprises

Créations et défaillances d'entreprises

	1er trimestre 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	190 créations	+8.6%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	86 créations	+3.6%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	725 créations	+11.9%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	353 créations	+6.0%	▲

Le T1 2026 marque une inflexion positive sur les deux indicateurs simultanément et c'est une première depuis au moins deux ans. Les créations accélèrent qualitativement, les défaillances décèlent.

Mais le niveau absolu des défaillances reste structurellement élevé.

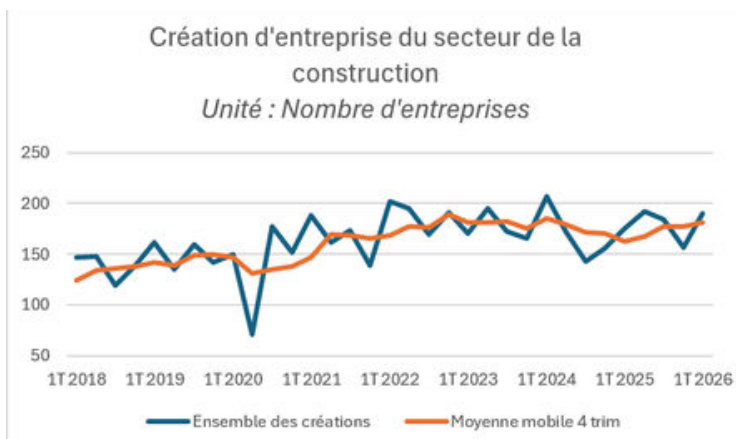


	1er trimestre 2026 - Evol 1 an		
Défaillances cumulées des 4 derniers trimestres.	87 défaillances	+15.0%	
Défaillances au cours du trimestre	23 défaillances	+22.5%	

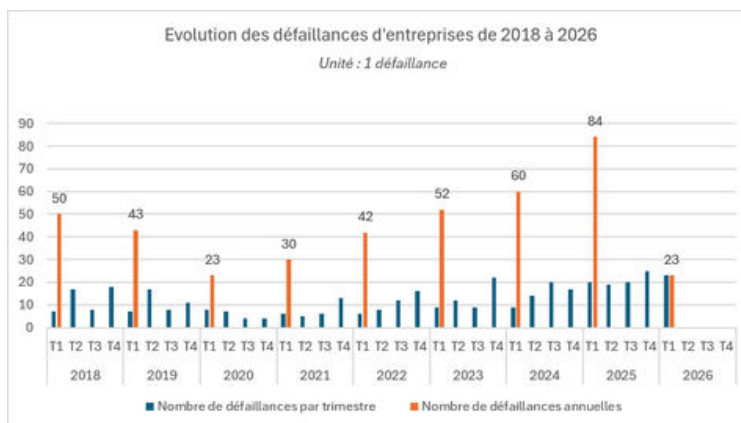
*Défaillance : Une défaillance est qualifiée par l'ouverture d'une procédure collective donnant lieu au dépôt d'une déclaration de cessation de paiement. Il s'agit donc des redressements et liquidations judiciaires.
Source : Banque de France

Défaillances : décélération observée mais niveau encore élevé.

Le rythme de hausse des défaillances ralentit nettement : de **+56,3%** au T4 2025 à **+22,5%** au T1 2026 sur le trimestriel, et de **+40,0%** à **+15,0%** en cumul. La trajectoire s'infléchit, cependant, avec **87 défaillances cumulées sur 4 trimestres**, le niveau absolu reste **historiquement élevé**. Le secteur reste sous pression financière. Cet indicateur reste à surveiller sur les mois à venir afin de confirmer la tendance observée.



*Moyenne mobile 4 trim : Une moyenne mobile permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps. Elle permet d'éliminer les fluctuations les moins significatives. Dans le cas considéré, l'ordre c'est à dire le nombre de périodes sur lesquelles la moyenne mobile est calculée est de 4 trimestres.



Source : Banque de France, INSEE, IEDOM - base Fiben

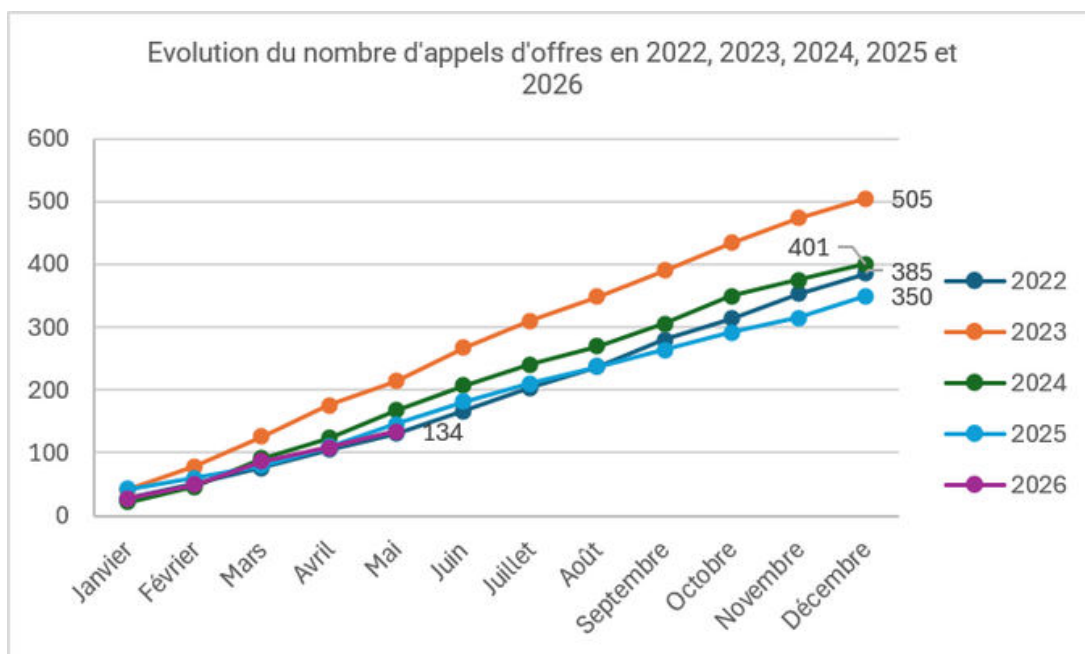


Commande publique

Nombre d'appels d'offres publiés

Entre juin 2025 et mai 2026, sur un cumul de 12 mois **le nombre d'appels d'offres de type travaux est de 339 soit une régression de 2,6% par rapport au mois dernier.**

	Cumul sur 12 mois à fin mai 2026		
Nombre d'appels d'offres publiés	339	-2.6%	▼



Source : Double Trade

Les membres de droit et du bureau de la CERC



Les partenaires de la CERC



Les membres du GIE réseau des CERC

